

A la Commission de Contrôle

Plusieurs membres de notre Comité de Rédaction, appelés devant la Commission de Contrôle pour y répondre de la parution de Contre le Courant, ont remis à la Commission de Contrôle la déclaration suivante :

C'est un fait bien significatif, que la Direction du Parti pense résoudre la grave crise politique qui travaille le Parti français, en déferant des militants de l'Opposition devant la Commission de Contrôle. La Commission de Contrôle peut donner une sanction à un acte d'indiscipline, mais elle est inapte à résoudre une crise politique.

Ce qui nous amène devant la Commission de Contrôle, c'est le fait d'avoir publié des documents par nos propres moyens.

Pour ceux qui voient les choses d'un point de vue purement formel, c'est-à-dire en se fiant uniquement aux apparences, nous avons commis un acte d'indiscipline. Mais les ouvriers ne sont pas formels comme le sont les bureaucrates, et ils se demandent : « Pourquoi ces camarades en ont-ils été réduits à faire connaître des documents à leur Parti par des moyens anormaux ? Pour quelle raison ces documents n'ont-ils pas été publiés dans la presse du Parti ? » Et ils comprennent bien vite que ce n'est pas par goût de l'indiscipline que nous avons dû le faire, mais bien parce que la presse du Parti nous était fermée.

Si vous croyez pouvoir le contester devant le Parti en disant que nous n'avons pas envoyé les textes à la presse du Parti, que nous ne pouvons pas dire qu'on ne les eut pas publiés, il nous sera facile de répondre que nous avons agi en connaissance de cause :

Lorsqu'on voit la Direction du Parti tenir sous le boisseau pendant quatre mois une déclaration d'un membre du Comité Central, lorsqu'on voit la Direction du Parti exclure comme « petit bourgeois », un camarade qui proposait de publier, dans une édition régulière du Parti, la plate-forme de l'Opposition russe, il est impossible de supposer qu'on agirait différemment à l'égard des militants que nous sommes.

D'ailleurs, une expérience de plusieurs années nous permettrait de citer des dizaines de textes envoyés à la Direction, et qui ont été étouffés par la bureaucratie.

La Direction étroit le Parti sous la main de fer de la bureaucratie. Un tel régime n'a rien de prolétarien : il est le triomphe de la petite bourgeoisie. Le prolétariat ne craint pas la discussion, une discussion franche et ardente ; il méprise les moyens tortueux et administratifs que l'on tente d'imposer dans son Parti de classe.

La direction qui voudrait maintenir dans le Parti la consigne du silence, qui monopolise au profit du seul appareil toute la presse du Parti, a pensé que les communistes pourraient se taire devant le glissement à droite de l'Union Soviétique sous la direction de Staline, qu'ils pourraient accepter que l'Opportunisme s'installe dans nos Partis communistes !

Ce que nous avons fait, le Parti belge vient de le faire. A une forte majorité, son Comité Central a lancé un appel contre la scission dans le Parti russe ; il a demandé à l'Internationale de suspendre les exclusions et de convoquer un Congrès mondial. Partout des voix s'élèvent pour la défense de la Révolution russe et pour l'unité de l'Internationale !

Mais sur le fond, qui est essentiellement politique, la Commission de Contrôle n'a aucune qualité, aucune autorité pour se prononcer. C'est au Parti à juger. Et, devant lui, ce ne sont pas nos cas personnels qu'il faudra évoquer, c'est la menace de l'Opportunisme grandissant.

Même si, par un abus de pouvoir, vous nous excluez, — au moment où la Direction proclame que la « discussion est ouverte ! » — nous n'en continuerons pas moins notre travail, qui est un travail du Parti, un travail pour le Parti.

Vous réussirez peut-être, par vos méthodes, à égarer le Parti pendant quelque temps. Mais votre succès sera court : les fautes opportunistes de la Direction iront en s'accroissant, ouvrant les yeux à tous les communistes.

Quant à nous, nous n'accepterons pas votre verdict. Nous en appellerons au Parti tout entier, et au Congrès du Parti, certains qu'en définitive, ceux qui dénoncent l'Opportunisme ne peuvent pas avoir tort dans leur Parti quand ce Parti est le Parti communiste !

Maria COTTON, DELFOSSE, DELSOL,
DIONNET, HASFELD, Magdeleine
MARX, Maurice PAZ, Marcel ROY.

2 Décembre 1927.)

Méthodes staliniennes

Dans l'Union soviétique

Pour être sûr d'avoir raison.

La direction Stalinienne du Parti russe vient de se décider à publier dans la *Pravda* certaines thèses de l'Opposition, en particulier le 17 novembre, les contre-thèses sur le Plan de cinq ans dont notre organe publie aujourd'hui une importante part.

Les staliniens, de tous les pays ne manqueront pas de faire valoir cette publication comme une preuve de régime démocratique du Parti russe. Mais ce qu'ils oublieront de dire, c'est que les thèses sont publiées le 17 novembre, alors que dans toute l'Union, les délégués sont déjà désignés et que ceux des régions éloignées sont déjà en route pour Moscou : le Congrès du Parti s'ouvrant le 1^{er} décembre. Les thèses de l'Opposition n'ont donc pas été connues de la base du Parti lors de la désignation des délégués, et ceux-ci ont été nommés sur le vu des seules thèses officielles. De cette façon, le Congrès, s'il est un désastre pour le Parti, sera un triomphe pour l'Appareil. Mais Staline ne s'en vantera pas moins d'avoir ouvert aux opposants les colonnes de la *Pravda*.

C'est ainsi que la fraction stalinienne comprend la discussion et la démocratie ouvrière dans le Parti.

Par téléphone.

Nous publions dans ce numéro, le point de vue de l'Opposition sur le mot d'ordre de la journée de sept heures. Mais ce qu'il est intéressant de faire savoir — parce que le fait montre admirablement de quelle façon le Parti participe à la discussion des questions importantes — c'est que non seulement l'ensemble du Parti n'a jamais été prévenu du lancement de ce mot d'ordre, mais que le Bureau Politique du Parti russe lui-même ne l'a jamais discuté. L'avis des membres du Bureau Politique a seulement été pris par téléphone, quelques heures avant que la décision du lancement ait été appliquée, et c'est uniquement après quelques brèves conversations téléphoniques qu'on a décidé d'introduire la promesse de la journée de sept heures dans le Manifeste publié à l'occasion du X^e anniversaire.

Les procès-verbaux du Bureau Politique pourraient témoigner de ce que nous avançons.

Quel crédit peut-on accorder à une politique qui se fie, pour les plus importantes décisions, à des improvisations téléphoniques ?

Les ouvriers cherchent à comprendre...

S'il faut en croire les chiffres de ses dirigeants, il n'y aurait, dans le Parti russe, que 0,6 % de membres de l'Opposition.

D'autre part, Staline affirme que la ligne politique de l'Opposition est fautive, et il se

fait fort de démontrer sa banqueroute (*Correspondance Internationale* N° 114. P. 1.643). L'Opposition serait donc à la fois faible idéologiquement et faible numériquement. Mais l'ouvrier qui apporte à l'examen de ces questions son solide bon sens ne comprend plus pourquoi Staline se donne tant de mal pour étouffer la discussion.

S'il a le nombre, et s'il a raison, pourquoi craint-il la plate-forme de l'Opposition ? Pourquoi provoque-t-il à l'indiscipline ? Pourquoi exile-t-il ? Pourquoi emprisonne-t-il ?

C'est parce qu'il ne trouve pas de réponse à ces questions que le prolétariat commence à sentir que Staline ne dit pas la vérité.

En France

Sous le boisseau.

Le 27 octobre, l'*Humanité* publiait un lamentable article intitulé : « Opposition et Contre-Révolution ». « Cette fois, osait écrire un député communiste, les preuves sont apportées d'une chaîne continue, reliant l'œuvre de l'Opposition à celle de la réaction blanche », et il indiquait que le cercle des sympathisants à l'Opposition comprenait « des contre-révolutionnaires et des gardes blancs ». Le tout pour réclamer en conclusion l'anéantissement politique de l'Opposition.

A cette honteuse provocation, nos camarades Trotzky et Zinoviev répondirent en adressant à la direction du Parti Français, une réplique décisive dont ils demandaient l'insertion dans l'*Humanité*. Mais les Staliniens Français n'ont encore rien publié. Ils espèrent peut-être que ça ne se saura pas... Croient-ils qu'ils pourront placer indéfiniment sous le boisseau la réponse de Trotzky et de Zinoviev ?

La censure à l'Humanité.

Dans l'*Humanité* du 18 novembre, Renaud Jean donne un article où il s'efforce de démontrer que « même s'ils avaient raison sur le fond du problème », Trotzky, Zinoviev et leurs amis... auraient tort tout de même !

Mais, tel qu'il a été publié, cet article est tronqué : il comportait, en effet, dans son texte original, un préambule où Renaud Jean protestait contre l'article de Vaillant-Couturier qui s'essayait misérablement à établir un lien entre l'Opposition et la Contre-Révolution. Bien que Renaud Jean soit membre du Bureau Politique, son préambule a été purement et simplement supprimé par la censure bureaucratique.

Evidemment, Renaud Jean a protesté, mais pour la forme seulement, car sa conception de la discipline lui fait une obligation d'assister au tronçonnage de sa pensée, à la dégénérescence de son Parti.

« Les ouvriers du Parti ne veulent pas discuter... »

C'est ce que prétend le Comité du 1^{er} Rayon dans une Résolution publiée par l'*Humanité* du